

**Accord national**

**ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE**

**(16 septembre 2005)**

**AVENANT N° 4 DU 12 OCTOBRE 2006  
À L'ACCORD NATIONAL DU 16 SEPTEMBRE 2005  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

**NOR : AGRS0997059M**

**Article 1<sup>er</sup>**

Au titre I<sup>er</sup> « Enseignants relevant du régime social des fonctionnaires », l'article 1<sup>er</sup> intitulé « Personnels concernés » est modifié de la façon suivante :

« Relèvent du titre I<sup>er</sup> les enseignants qui justifient d'un contrat ou d'un agrément de la part de l'Etat ainsi que les fonctionnaires affectés dans les établissements, y compris :

- les personnes atteintes d'une pathologie et non indemnisées à ce titre avant la date d'application de l'accord ;
- les personnes en congé maladie à la date d'application du présent accord, sous réserve des droits individuels acquis aux garanties de même nature assurées par un autre organisme de prévoyance.

Les enseignants en suspension de contrat, sans salaire ni revenu de substitution provenant d'un régime de prévoyance à la date d'application du présent accord, ne bénéficient pas des garanties du présent accord le temps de leur absence, sauf dispositions expresse contraire. »

Au titre I<sup>er</sup> « Enseignants relevant du régime social des fonctionnaires », l'article 6.2, 2<sup>e</sup> tiret, est modifié de la façon suivante :

- « - à la liquidation des droits à la retraite au titre de l'assurance vieillesse de la sécurité sociale et des régimes complémentaires, ou du régime des pensions civiles et militaires de l'Etat ».

Au titre I<sup>er</sup> « Enseignants relevant du régime social des fonctionnaires », l'article 7, 2<sup>e</sup> tiret, est modifié de la façon suivante :

- « - à la liquidation des droits à la retraite au titre de l'assurance vieillesse de la sécurité sociale et des régimes complémentaires, ou du régime des pensions civiles et militaires de l'Etat ».

Au titre I<sup>er</sup> « Enseignants relevant du régime social des fonctionnaires », l'article 8, 3<sup>e</sup> alinéa, est modifié de la façon suivante :

« Le service de la prestation complémentaire de prévoyance débute dès la reconnaissance de l'incapacité permanente dans l'exercice des fonctions par la commission académique de réforme.

Il cesse soit à la date à laquelle prend fin le service de l'allocation correspondante versée par l'Etat soit au dernier jour du mois civil du 65<sup>e</sup> anniversaire de l'assuré, soit au moment où il bénéficie du régime des pensions civiles et militaires de l'Etat. »

## **Article 2**

Cet avenant est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## **Article 3**

Le présent avenant sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes.

Il sera déposé au tribunal de grande instance de Paris. Il sera transmis aux ministres chargés de l'éducation et de l'agriculture, pour extension à l'ensemble des établissements concernés.

Fait à Paris, le 12 octobre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FFNEAP ;  
FNOGEC ;  
SGEC ;  
SNCEEL ;  
SYNADEC ;  
UNEAP ;  
UNETP ;  
SYNADIC.

### **Syndicats de salariés :**

FEP CFDT ;  
FN SPELC ;  
SYNEP CFE-CGC.